

Entre stratégies patrimoniales et volonté de préservation du foncier agricole périurbain à Dakar (Sénégal), les collectifs de maraîchers de Bambylor à l'épreuve de la marchandisation de la terre

Par

Momar Diongue, Mamadou Bouna Timera, Abdoulaye Diagne, Ibrahima Diouf, Amadou Tahirou Diaw, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

Résumé

La place et le rôle central de l'agriculture périurbaine dans la fourniture de services et de revenus aux citadins et aux ruraux ne font l'ombre d'aucun doute (Ba, 2007). Paradoxalement, persiste une faible articulation entre ville et agriculture dans l'aménagement et la gestion de la ressource foncière des territoires situés dans le périurbain des grands centres urbains en Afrique de l'Ouest. Dans la pratique, la question du maintien de l'agriculture périurbaine reste l'impensé de l'action publique centrale comme locale. Face à cette situation, le foncier périurbain, objet de compétition d'usages et d'acteurs multiples devient le terrain privilégié de déploiement de pratiques spéculatives (Gueye et Tall, 2003). Quelles sont les stratégies développées par les collectifs de maraîchers pour faire face à la marchandisation généralisée d'un foncier agricole périurbain ?

Cette communication analyse les rapports entre deux collectifs de maraîchers, intra- et inter-villageois, et l'État dans la gestion du foncier agricole périurbain. Le collectif intra villageois rassemble des propriétaires coutumiers du terroir de Kounoune Ngalam et celui inter-villageois dénommé « And samma sa moomel » (Ensemble pour la sauvegarde de nos propriétés), fédère des propriétaires terriens des terroirs de sept villages de la commune de Bambylor. Les terrains agricoles du premier collectif intra-villageois relèvent du domaine national alors que ceux du second sont situés dans le plus grand titre foncier privé de Dakar, le TF 1975/R d'une superficie de 2276 ha.

La méthode de collecte des données est qualitative et se base sur une revue de la littérature, l'exploitation de documents (presse, administratifs et juridiques) traitant de l'objet d'étude, et d'entretiens individuels avec les responsables des deux collectifs, les représentants de l'Etat, des élus locaux et des autorités traditionnelles, villageoises et coutumières. L'analyse se focalise sur le discours, les stratégies et les pratiques de résistance et d'alliance de ces collectifs dans leurs rapports avec les instances de pouvoir et de gestion du foncier périurbain. Elle postule l'hypothèse d'un arbitrage au détriment de la vocation agricole du foncier périurbain. En effet, la régulation collective est minée par le clientélisme politique, la médiation d'un pouvoir

religieux peu attachée à l'agriculture, les enjeux de la filière capitaliste de production foncière et immobilière et un discours de revendication plus axé sur la reconnaissance d'un droit coutumier sur la terre que le maintien d'un équilibre entre fonctions agricoles et urbaines.

La démolition de vergers, forme d'accaparement autoritaire du foncier, est l'élément fédérateur des maraichers autour d'un collectif. Les collectifs déploient des stratégies de revendications basées sur des alliances et l'alerte de l'opinion. Leurs négociations avec l'État témoignent d'une représentation différenciée de la ressource foncière. Pour l'État libéral, le périurbain est le réceptacle privilégié de fonctions urbaines. Il rejette toutes mesures de sauvegarde du foncier agricole préconisées par les collectifs et campe sur l'indemnisation, la seule alternative possible. Ses rapports avec les collectifs relèvent de deux types de médiation, informelle par l'entremise du pouvoir religieux local, et formelle conduite par l'administration centrale et déconcentrée.